



LES DÉFIS

Un fondement solide pour un avenir prospère

Pour un observateur non averti, il peut s'avérer difficile de comprendre pourquoi tant d'entre nous se préoccupent de l'avenir ; après tout, le Luxembourg se caractérise par un niveau de vie exceptionnellement élevé et une main-d'œuvre hautement « génératrice de valeur ajoutée », c.-à-d. productive. Par ailleurs, le pays peut compter sur un modèle social généreux et bénéficie d'un sens bien ancré d'équité, de solidarité et d'inclusion sociale. Mieux encore, les résidents du Luxembourg connaissent la paix et la sécurité, et vivent au sein d'un environnement riche et diversifié du point de vue culturel.

Peut-être tel est bien le cas, mais un examen plus approfondi révèle que notre société luxembourgeoise en vient à considérer pour acquis ces éléments très positifs (ainsi que de nombreux autres, tels que d'excellents soins de santé, une infrastructure de transports et de communications de qualité, des installations de loisirs modernes et accessibles, etc.), oubliant souvent que leur pérennisation dépend d'une économie performante et en croissance.

Mais d'où vient cette prospérité?

Remontons donc brièvement le temps pour nous demander d'où provient cette prospérité. Au cours des dernières décennies, le Luxembourg a connu l'un des taux de croissance économique les plus élevés parmi les économies développées, avec une progression du PIB de 2,8% par an (en termes réels) entre 2002 et 2010 (3,8% en moyenne entre 1996 et 2011). Il est important de comprendre, dans ce contexte, comment cette croissance économique est générée. Dans sa forme la plus simple, la croissance du PIB résulte de la progression de la valeur ajoutée de chaque heure de travail prestée (c.-à-d. de l'amélioration de notre productivité). La croissance du PIB est également le fruit du nombre d'heures de travail prestées par la population active, et, plus indirectement, de la création d'emplois (quant à elle réalisée soit par une participation accrue de la population active du Luxembourg, soit par une progression, en tant que telle, de la population active proprement dite, cette dernière regroupant les résidents et les frontaliers qui viennent travailler au Luxembourg de pays voisins).

Dans le cas spécifique du Luxembourg, la croissance passée s'explique, dans une large mesure, par la création de nouveaux emplois, le nombre de ceux-ci augmentant d'environ 3,0% par an, surtout dans l'Administration publique, les services et le secteur de la construction. L'accroissement de la productivité a, pour sa part, été modéré, n'atteignant que 0,7% l'an par rapport à une moyenne de 1,5% dans l'ensemble des pays de l'OCDE (2000-2011). Il s'y ajoute que l'essentiel de l'augmentation de la productivité du Luxembourg résulte de la transition de la structure économique vers les services

financiers (qui génèrent une forte valeur ajoutée par heure prestée), alors que seules des améliorations limitées ont été enregistrées dans les autres secteurs. En d'autres termes, le Luxembourg est passé d'une économie basée sur l'industrie à une économie de services, fortement dépendante du secteur financier, qui est devenu le principal moteur de l'augmentation de la productivité et ainsi des recettes budgétaires.

Faire preuve de réalisme

Peut-on affirmer que, d'une manière ou d'une autre, nous sommes tous devenus « accros » aux taux de croissance économique élevés ? Cela s'explique par la manière dont nous finançons nos soins de santé, nos systèmes de retraite et le budget de l'Etat, qui dépendent, tous, de taux de croissance comparables à ceux que nous avons connus dans le passé. Pour un certain nombre de raisons toutefois, continuer à suivre cette trajectoire historique s'avère irréalisable. A supposer une croissance de la productivité identique à celle que nous avons connue, quelque 330.000 nouveaux emplois devraient être créés d'ici 2030 - ce qui reviendrait presque à doubler les 360.000 emplois existants - pour pouvoir maintenir une croissance économique de 2,5% et générer un budget responsable et durable (c.-à-d. un excédent de 1% du PIB en 2030). Il ne serait assurément pas prudent de parier le bien-être des futures générations et la survie de notre Etat souverain sur le maintien d'un taux de croissance aussi élevé en termes de création d'emplois.

Il est intéressant de noter qu'en dépit de ce niveau élevé de création d'emplois, le taux de chômage au Luxembourg est passé de 2,7% en 2002 à environ de 6%, voire plus, dès 2010. Le problème est particulièrement préoccupant chez les travailleurs jeunes (15-25 ans), avec un taux de chômage de 15% pour cette tranche d'âge. Un jeune sur sept est donc sans emploi.

En vérité, il convient de constater que ce sont des frontaliers et des ressortissants non luxembourgeois qui ont tendance à s'adjuger en grande partie les nouveaux emplois, tandis que les nationaux, et en particulier les jeunes, ne disposant souvent pas des qualifications nécessaires, sont écartés du marché du travail. Cette inadéquation entre l'offre et la demande résidente résulte en partie de notre système d'enseignement et de son inaptitude à préparer adéquatement les jeunes au marché du travail.

S'attaquer de front au déficit budgétaire

Outre le défi posé par sa croissance économique, le Luxembourg est également confronté à celui de l'accroissement de son déficit budgétaire. Comme les dépenses de l'Etat progressent plus rapidement que les recettes, le risque d'une aggravation du déficit année après année et d'une progression parallèle de la dette publique sont bien réels. Dans les années à venir, le vieillissement de la population ne fera qu'accroître l'ampleur de ce

défi. Le Grand-Duché ne peut ignorer que l'accroissement des dépenses ne peut excéder une croissance économique réaliste. Cela signifie que, si le Luxembourg est appelé à « consentir des sacrifices » et à dépenser moins afin de rectifier la situation, il devra également apprendre à dépenser de manière plus sage. Il en résulte qu'une réforme budgétaire approfondie est nécessaire pour restaurer la pérennité des finances publiques.

Les turbulences économiques auxquelles l'Europe est confrontée entraînent également des problèmes pour le Luxembourg. De fait, en tant que petite économie ouverte, notre pays dépend fortement de ses voisins européens et des perturbations économiques internationales affectent significativement le Grand-Duché. En conséquence, un accroissement de la volatilité en Europe nous rappelle que la capacité de résistance et de résilience de notre économie représente, elle aussi, un enjeu crucial.

Préserver notre environnement pour l'avenir

Afin d'encourager le passage à une économie plus verte et ainsi préserver cet environnement que nous apprécions, de nombreux incitatifs visant à améliorer l'actuelle empreinte écologique du Grand-Duché sont mis en œuvre et s'appliquent aussi bien aux ménages qu'aux entreprises. Ils ont pour vocation de veiller à ce que les futures générations continuent à bénéficier d'un environnement sain.

De manière générale, le réchauffement climatique et les risques et effets qui y sont associés doivent être mitigés et gérés à l'échelle planétaire. L'ensemble des pays doivent y contribuer, et le Luxembourg, grâce à son niveau de vie matériel élevé et suite à son empreinte écologique importante (voir ci-après) doit prendre des responsabilités à la hauteur des enjeux.

De par cette contribution, loin de nous l'idée de présenter une image négative de la situation au Luxembourg. Nous voulons simplement attirer l'attention sur les défis que doit relever notre pays dans le but d'y trouver des solutions équitables et efficaces. Par la suite, nous établissons un diagnostic de la situation actuelle selon six thématiques.

Jean Lamesch, docteur en chimie-physique, a expliqué lors de son intervention pendant la conférence de lancement de l'initiative 2030.lu que le Luxembourg est actuellement – et de loin – le champion mondial incontesté de la consommation d'énergie. Il a rappelé que la protection de l'environnement n'est pas seulement une science exacte dépendant du progrès technologique, mais, qu'au contraire, le comportement des êtres humains est bel et bien le facteur le plus important et décisif dans la lutte contre la pollution et la surconsommation énergétique. L'orateur a souligné de manière instructive les défis écologiques auxquels les futures générations devront faire face en illustrant deux lois socio-énergétiques fondamentales. Premièrement, il évoque le concept de la « *tragedy of the commons* » pour expliquer que la compétition pour l'accès à une ressource limitée menait invariablement à un conflit entre intérêt individuel et bien commun, conflit qui à son tour menait tout aussi invariablement à une situation perdant-perdant. Il a illustré ce concept en citant l'exemple de l'énergie nucléaire, « *qui accapare des dépôts géologiques communs à toute l'humanité, pour y déposer des déchets radioactifs qui perdureront pendant 3.000 générations ; et cela pour produire de l'énergie dont profite une seule génération* ». Deuxièmement, le scientifique mentionne le paradoxe de « *Jevons* » qui constitue une des lois sociologiques les plus importantes pour la transition énergétique: plus une technologie énergétique devient efficace, plus elle fait augmenter la consommation énergétique. Il a illustré ce phénomène à l'aide d'un exemple : plus une voiture ou un avion deviennent efficaces, plus le marché en exige, plus on en vend, et plus on augmente la consommation d'essence ou de kérosène respectivement

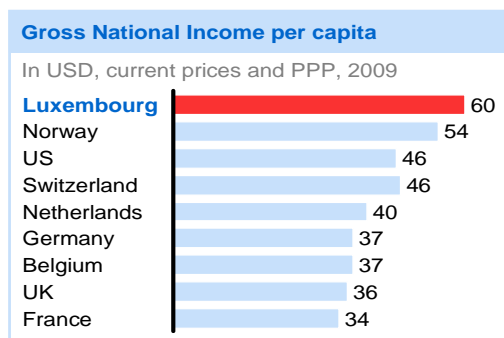
L'UN DES NIVEAUX DE VIE ACTUELLEMENT LES PLUS ÉLEVÉS AU MONDE, AVEC UNE EMPREINTE ÉCOLOGIQUE IMPORTANTE À LA CLE

En termes de Revenu national brut par habitant, le Luxembourg est assurément l'un des pays les plus prospères au monde. La distribution des revenus parmi les ménages est relativement équilibrée par rapport à d'autres économies développées et l'indice de développement humain (IDH) - une mesure comparative de l'espérance de vie, de l'alphabétisation, du niveau d'éducation et du niveau de vie effectuée par le « Programme des Nations Unies pour le Développement » dans 187 pays - atteint également un niveau très élevé (voir figures 1 et 2).

Nous sommes en outre fiers du fait que nous n'hésitons pas à partager notre prospérité et que nous sommes l'un des pays les plus généreux au monde. Le Luxembourg est ainsi

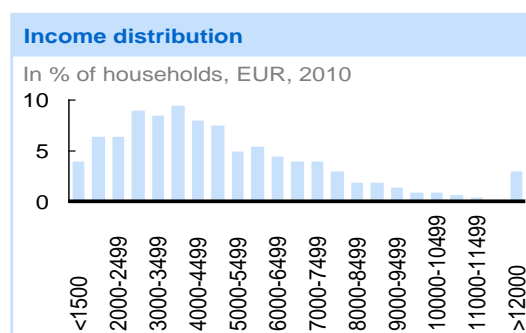
l'un des rares Etats à atteindre l'objectif du Millénaire des Nations Unies qui consiste à consacrer 1% du RNB à l'aide au développement.

Figure 1: Revenu national *per capita* : comparaison entre pays (*1000)



Sources: OECD, UNDP, Statec EU-SILC

Figure 2: Distribution des revenus par ménage au Luxembourg (par mois)



Sources: OECD, UNDP, Statec EU-SILC

Pauvreté au cœur de l'abondance

Il n'empêche qu'en dépit de généreux programmes de transferts sociaux, l'exposition des habitants du Grand-Duché à la pauvreté monétaire relative n'a pas diminué depuis 1995 et concerne désormais une personne sur sept.

On pourrait tenter de faire valoir que le seuil de pauvreté est mal défini pour le Luxembourg par le fait que « vivre dans la pauvreté » fait l'objet d'une définition relative: l'expression « pauvreté monétaire relative » s'applique aux revenus combinés inférieurs à 60% du revenu médian disponible équivalent des ménages pour le pays. Cela signifie qu'au Luxembourg, la notion de « pauvreté » dépend fortement de ce que l'on considère comme un niveau élevé de revenu individuel national. Il ne s'agit toutefois pas là d'un argument valable pour refuser d'œuvrer à l'amélioration des conditions de vie des segments les plus vulnérables de la population, c'est-à-dire de ceux qui sont aux prises avec le prix élevé des logements et l'éviction d'emplois requérant une faible qualification par des emplois à haute valeur ajoutée.

La pauvreté affecte surtout les familles monoparentales, entraînant un risque de spirale de la pauvreté que les enfants devront surmonter s'ils veulent gravir l'échelle sociale. De surcroît, le prix des logements absorbe une part importante du budget des ménages, ce qui affecte plus particulièrement les familles monoparentales.

Sécurité urbaine, avec un faible taux de criminalité

En matière de sécurité publique, la ville de Luxembourg est officiellement reconnue comme étant une des plus sûres au monde. Le nombre de meurtres a atteint 1,0 pour 100.000 habitants en 2010 (contre 3,5 en moyenne en Europe), tandis que le taux d'emprisonnement est également faible ; le Luxembourg comptant 124 détenus pour 100.000 habitants (730 aux Etats-Unis). Dans la pratique, les dépenses engagées pour le maintien de l'ordre public (830 dollars par habitant en 2009) sont considérablement plus élevées que dans les autres pays européens (par exemple, 678 dollars par habitant en Belgique). Autant de facteurs qui contribuent à une société plus sûre.

Faible densité de la population

Au Luxembourg, l'urbanisation et la densité de population sont relativement peu élevées. L'un des attraits du Grand-Duché réside dans le fait que 86% de la surface totale du territoire est dédié à l'agriculture et à la sylviculture. Ce chiffre est beaucoup plus élevé que ceux de la région de Bruxelles-Capitale (19%) ou de l'Île-de-France (66%). Qui plus est, la densité de population (203 habitants à peine au km²) est de loin inférieure à la moyenne des régions voisines. La Sarre, par exemple, présente une densité de population de quelque 400 habitants au km². La Flandre atteint même 463 habitants par km². La population du Luxembourg s'accroît, certes, considérablement durant les heures de travail mais, même durant celles-ci, la densité demeure inférieure à celle de régions avoisinantes.

Empreinte écologique relativement élevée

En dépit toutefois de la proportion élevée de campagnes faiblement peuplées, le Luxembourg exerce une empreinte écologique importante. Les émissions de CO₂ sont élevées (24 tonnes par habitant), même sans le « tourisme à la pompe » (9 tonnes par habitant). Si le Luxembourg souhaite atteindre les objectifs de l'UE pour 2030, un considérable effort devra être consenti, surtout dans le secteur des transports. Au Grand-Duché, 60% de l'énergie est consommée dans le secteur des transports. L'industrie représente 17,3% de la consommation, les ménages 11,6% et les services 10,7%.

Qui plus est, la qualité de l'eau n'est pas aussi bonne que dans d'autres pays occidentaux. Au Luxembourg, l'indice de la qualité de l'eau est de 70, contre 87 par exemple en France. Cela s'explique principalement par la pollution résiduelle de l'industrie et de l'agriculture.

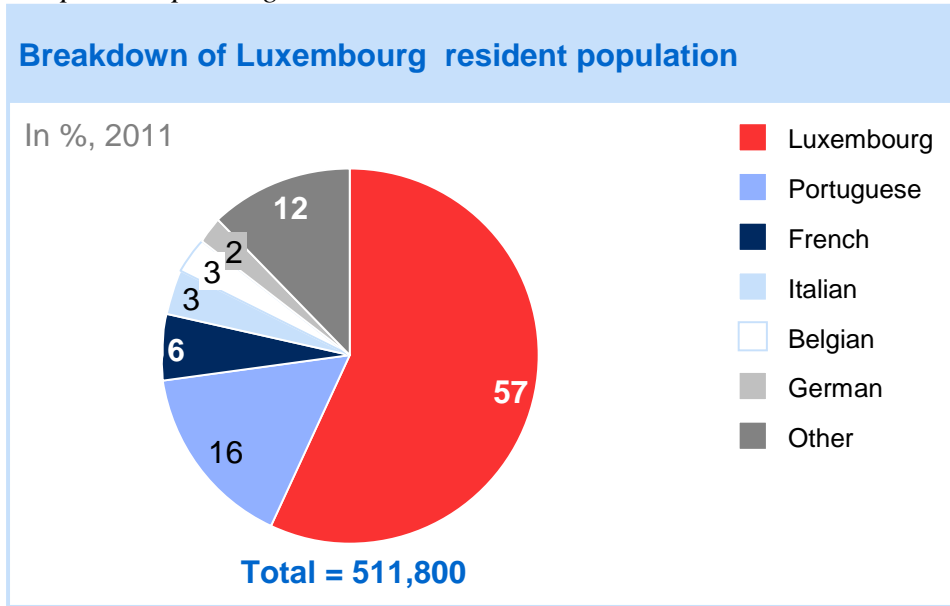
La population du Luxembourg a connu une croissance importante ces dernières années, générant des défis considérables au niveau des infrastructures routières et urbaines. **Nico Steinmetz**, architecte associé de Steinmetz-De Meyer, a évoqué lors de son intervention à la conférence de lancement les démarches à prendre afin de faire face aux exigences liées à l'expansion infrastructurelle. D'un point de vue administratif, les lenteurs procédurales des autorités publiques seraient inquiétantes et une réforme serait nécessaire pour accélérer les démarches administratives et faciliter la planification urbaine. Il est évident que ces nouvelles exigences auront un impact notable sur l'environnement. Nico Steinmetz fait appel de répondre aux besoins émergents d'une façon plus réfléchi. En moyenne, la durée de vie d'un bâtiment ne surpasse guère les 30 ans. Ainsi, il faut encourager les constructions durables permettant de réduire les déchets de construction et la consommation énergétique. De même, l'architecte s'est fait l'avocat d'une vie urbaine moderne, qui permet de faire des économies d'échelle importantes, tant au niveau écologique qu'économique. Il a également souligné le rôle important que la vie urbaine peut jouer dans le renforcement de la cohésion sociale. Le défi serait maintenant de rendre la vie urbaine plus attrayante pour les résidents.

DIVERSITE CULTURELLE ET PROBLEMES DE GOUVERNANCE

Le Luxembourg est devenu une société multiculturelle et multilingue : 44% des résidents au Luxembourg sont des étrangers (voir figure 3) et 99% peuvent s'exprimer dans une autre langue que leur langue maternelle. Qui plus est, 150.000 frontaliers viennent travailler chaque jour au Grand-Duché. Les étrangers constituent ainsi une composante vitale de l'économie nationale.

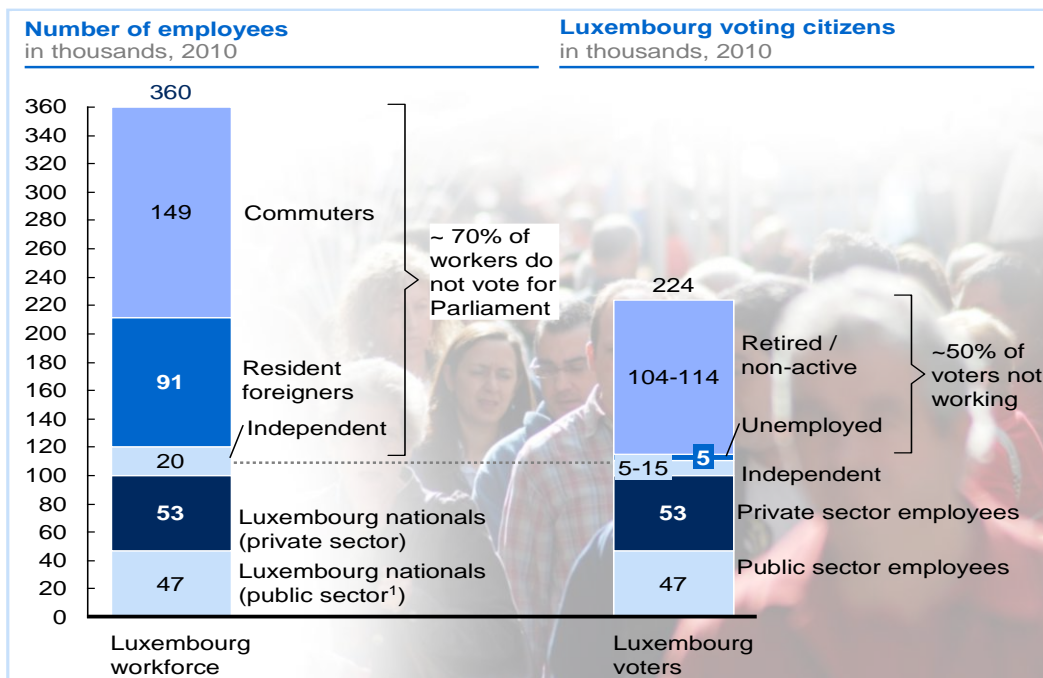
Cette diversité culturelle et linguistique ne se reflète toutefois pas dans la manière dont notre pays est géré. La plupart des personnes qui créent notre richesse ne peuvent pas exprimer leurs points de vue à travers le processus démocratique. Cela s'explique par le fait qu'environ 70% des travailleurs ne votent pas lors des élections législatives, soit parce qu'ils ne possèdent pas la nationalité luxembourgeoise, soit parce qu'ils vivent en dehors du pays. Par ailleurs, parmi les personnes qui expriment leur opinion politique, seuls 50% participent au marché du travail, dont la moitié est occupée dans le secteur public (Figure 4). Enfin, seule une très faible proportion des députés est issue du monde des affaires et la diversité de notre main-d'œuvre ne se reflète que de manière tout à fait marginale dans le monde politique.

Figure 3: Composition de la population résidente luxembourgeoise
Composition par origine



Source: Statec "Le Luxembourg en chiffres"

Figure 4 : Comparaison de la main-d'œuvre du Luxembourg et des citoyens disposant du droit de vote



Sources : Rapport annuel de l'ADEM 2010 ; Statec

Nathalie Oberweis, politologue, journaliste indépendante et activiste, a mis en évidence le risque des constructions mentales dichotomiques menant à des réflexes protecteurs et à la stigmatisation des étrangers. Mme Oberweis a regretté que le Luxembourg ait récemment plutôt eu tendance à s'ériger plutôt en société d'exclusion que d'inclusion, notamment dans le domaine de l'éducation, dans l'administration publique ou encore dans son système électoral, qui connaîtrait un véritable déficit démocratique. Elle est d'avis que la nationalité et la citoyenneté ne devaient pas forcément être liées et qu'il devait suffire qu'une personne travaille, vive et habite au Luxembourg pour accéder au droit de vote, c'est-à-dire pour exercer ses droits de citoyen. De plus, selon l'avis de Nathalie Oberweis l'intégration ne représente qu'une partie d'un problème beaucoup plus complexe. Parlant allégoriquement, l'intégration ne serait que la pointe de l'iceberg. Il faudrait s'attaquer aux racines de cette problématique. Au lieu de construire une « forteresse » en Europe, il faudrait en premier lieu essayer de comprendre les motifs des immigrés. Bon nombre de migrants sont exposés à de graves menaces résultant de la situation qui prévaut dans leur patrie et rêvent d'une vie meilleure par le biais de l'émigration.

SYSTEME EDUCATIF PERFECTIBLE

Un système éducatif performant représente l'un des principaux atouts d'un pays, puisqu'il constitue un pilier fondamental tant pour le développement économique que pour la cohésion sociale. Force est toutefois de constater qu'au Luxembourg, le système éducatif actuel présente un potentiel d'amélioration.

Recul de l'alphabétisation

Il existe un large consensus pour reconnaître l'incapacité du système éducatif à s'adapter à la réalité de la diversité culturelle et linguistique. Les faibles performances des étudiants luxembourgeois lors des tests standards de l'OCDE (PISA) le confirment. Des efforts considérables ont été consacrés à faire valoir que ces tests normalisés « multipays » ne prennent pas suffisamment en compte les caractéristiques spécifiques des différents Etats. Il n'en demeure pas moins que le recul des performances que l'on observe au fil des générations successives d'étudiants luxembourgeois (de 479 points en 2003 à 472 points en 2009 en matière d'alphabétisation) s'avère très préoccupant, d'autant qu'au niveau mondial, le Grand-Duché est le pays qui consacre le plus de ressources financières par étudiant (figure 5).

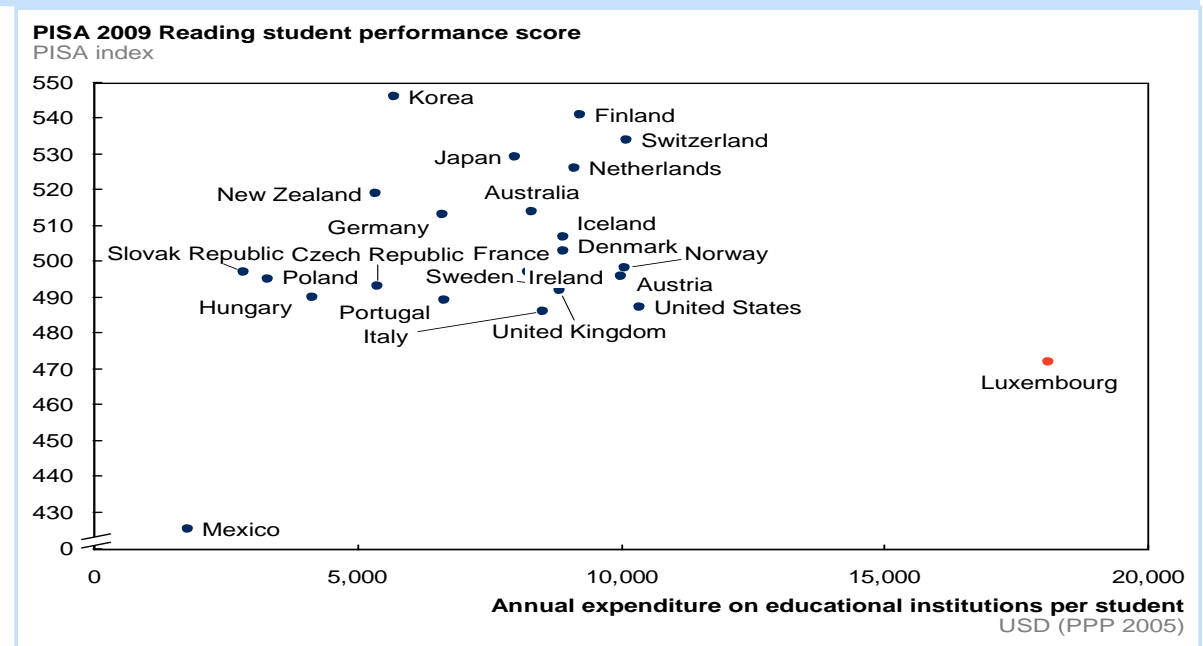
Un système éducatif sous-performant ne manquera pas d'avoir de sévères conséquences pour la prospérité future du pays. Les statistiques indiquent qu'à l'âge de quinze ans, un élève luxembourgeois moyen totalise 21 points de moins que la moyenne de l'OCDE en matière d'alphabétisation. Cela équivaut à une année complète d'enseignement. Cette situation représente non seulement un gaspillage en termes humains, mais aussi une perte de 0,3% du PIB¹.

Système à deux vitesses

Moins de 50% des élèves à l'école fondamentale ont le luxembourgeois comme langue maternelle. Les enfants inscrits dans des écoles qui n'appliquent pas les programmes officiels (11% des élèves sont inscrits dans des écoles telles que l'Ecole internationale, l'Ecole européenne, l'Ecole française, etc.) sont deux à trois fois plus nombreux à poursuivre des études supérieures. Au Luxembourg, les écoles n'appliquant pas les programmes nationaux délivrent 26% de tous les diplômes de niveau secondaire non technique, de sorte que les 74% restants sont délivrés par des écoles appliquant les programmes nationaux.

Figure 5 : Comparaison internationale des résultats des tests standardisés et des dépenses d'éducation par étudiant

Standardized test scores and educational expenditures per student



Source : PISA 2009

¹ Estimation basée sur le nombre d'étudiants au Luxembourg et les dépenses pour l'éducation par habitant.

Prof. Dr. Rolf Tarrach, recteur de l'Université du Luxembourg, a saisi l'invitation des organisateurs de la conférence de lancement pour encourager les jeunes à oser davantage, à avoir le courage de sortir des sentiers battus et à quitter leur zone de confort. La formation des jeunes n'étant, selon M. Tarrach, pas apte à préparer les jeunes suffisamment pour le marché du travail de demain, il les a invités à réaliser leurs propres expériences en acceptant de relever les défis que l'avenir leur réserve. Il s'est par ailleurs inquiété du faible niveau d'intensité de la recherche au Luxembourg et du « retour sur investissements » décevant des dépenses publiques dans le secteur de l'éducation. Les coûts de l'éducation ne seraient pas soutenables à long terme et le gouvernement devrait faire des efforts supplémentaires afin de rendre le système d'éducation publique plus performant. *« J'ai aussi l'impression qu'un des problèmes est justement que de nombreux jeunes luxembourgeois n'ont jamais rencontré de véritables difficultés dans leur vie »*. C'est avec ces mots controverses que le Professeur a invité les jeunes à faire face à l'inconnu, à explorer leur créativité et à approfondir leurs connaissances.

NE PAS COMPROMETTRE LA QUALITE DE VIE DES FUTURES GENERATIONS

Le Luxembourg bénéficiait autrefois d'un équilibre proche du plein emploi, le taux de chômage se situant aux alentours de 2% à 3% entre 1983 et 2002. Depuis quelques années, toutefois, nous devons faire face à un paradoxe : un niveau élevé de création d'emplois est simultanément associé à un accroissement du chômage. Alors que le taux de chômage a doublé pour passer à quelque 6% entre 2000 et 2010, le nombre d'emplois dans l'économie luxembourgeoise s'est parallèlement accru de plus de 40%. L'aggravation du chômage concerne particulièrement les jeunes travailleurs (15-25 ans), dont 15% sont actuellement sans emploi.

Accroissement du chômage

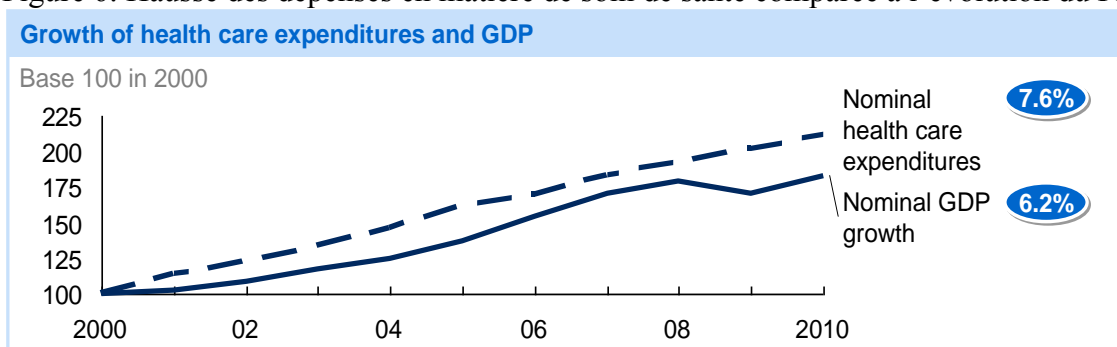
L'anonymat des statistiques dissimule des réalités humaines : augmentation des exclusions du marché du travail et risque accru de pauvreté. Les bénéficiaires du RMG (Revenu minimum garanti) sont passés de 9.000 à 18.000 au cours des dix dernières années, alors que des « mesures pour l'emploi » permettent à presque 5.000 travailleurs de ne pas figurer dans les statistiques officielles. En outre, le « miracle luxembourgeois » impose en outre un lourd tribut aux travailleurs frontaliers : 22.000 d'entre eux ont ainsi perdu leur emploi durant la seule année de crise 2009.

Excellent système de soins de santé

Au Luxembourg, le système de soins de santé est généreux et peut être considéré comme de haute qualité. Il figure au 8^{ème} rang parmi les 33 pays européens repris dans l'Indice européen des consommateurs de soins de santé (IECSS), qui évalue 38 indicateurs dans diverses sous-disciplines. Celles-ci incluent notamment le droit des patients à l'information, les temps d'attente pour les traitements, les résultats, la gamme et l'ampleur des services fournis et les produits pharmaceutiques.

Grâce, en partie, à une population relativement jeune couverte par le système d'assurance, les dépenses en soins de santé atteignent des niveaux moyens en comparaison internationale (4.800 dollars par habitant en 2009), tandis que les contributions publiques sont parmi les plus élevées au monde (4.040 dollars par habitant en 2009). Parallèlement, le coût des soins de santé s'accroît plus rapidement que le PIB (voir figure 6), et ce d'autant plus que le vieillissement de la population aura un effet négatif supplémentaire après 2020.

Figure 6: Hausse des dépenses en matière de soin de santé comparée à l'évolution du PIB



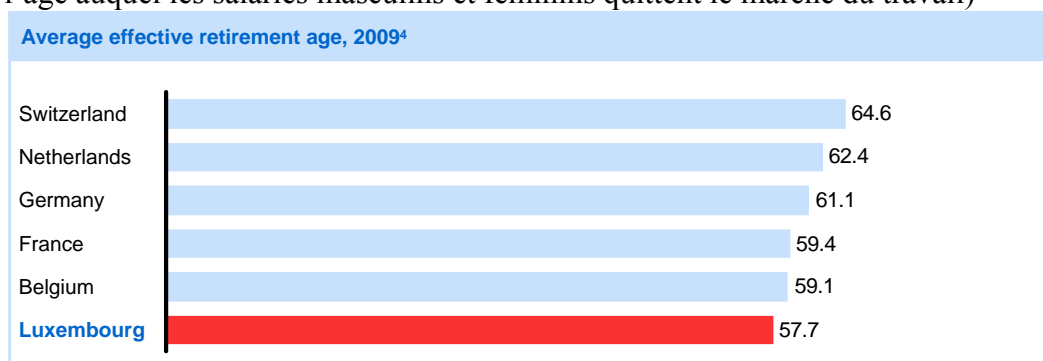
Sources: CNS "Situation financière 2011 et projection 2012", Comptabilité nationale.

Régime général de retraite généreux

Signalons enfin que le régime général d'assurance pension luxembourgeois est l'un des plus généreux au monde. Il se caractérise par des niveaux de pensions élevés et un âge effectif de départ à la retraite précoce (voir figure 7). Bien que ce système soit extrêmement généreux (le taux moyen de remplacement brut de la pension de vieillesse, c.-à-d. le niveau de la pension de retraite par rapport au revenu du travail, est de 90%, contre 42% en Allemagne et en Belgique, tout en bénéficiant d'ajustements automatiques supérieurs à l'inflation), le niveau de cotisation à la pension, par rapport à la rémunération brute, est relativement faible, puisqu'il n'atteint que 24% (8% à charge de l'employé, 8% à charge de l'employeur, 8% à charge de l'Etat et donc financés à travers les impôts). En raison du vieillissement de la population, la charge des pensions augmente toutefois plus

rapidement que le PIB (3,3% d'accroissement de cette charge contre 2,6% de croissance du PIB). D'après les estimations de l'Union européenne, le gonflement actuel de la charge des pensions exigerait une augmentation du PIB d'environ 4% par an pour assurer la viabilité du régime jusqu'en 2030. Grâce au recours à des réserves considérables de quelque 11 milliards EUR, la viabilité du système devrait néanmoins être assurée à court terme. A long terme cependant, même avec une progression du PIB de 3%, l'actuel régime des pensions serait en déficit dès 2019 et le déficit cumulé atteindrait même 155% du PIB en 2050.

Figure 7: Comparaison des âges effectifs de départ à la retraite (moyenne arithmétique de l'âge auquel les salariés masculins et féminins quittent le marché du travail)



Source: OCDE "Les pensions dans les pays de l'OCDE"

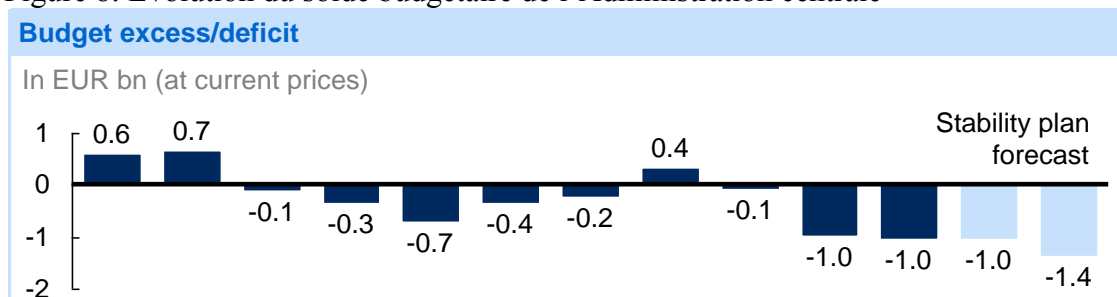
SITUATION FINANCIERE TOUJOURS BONNE, MAIS DESEQUILIBRE BUDGETAIRE CROISSANT

En 2010, la dette publique du Luxembourg a atteint le sommet historique de 19% du PIB (18% en 2011 et prévisiblement 21% en 2012). Dans ces temps de crise, bien sûr, il s'agit-là du genre de problème que tout ministre des Finances européen rêve d'avoir...

Or, le budget de l'Administration centrale est déficitaire depuis 2002 (sauf en 2007), et les déficits engrangés au cours de ces deux dernières années sont les plus élevés de l'histoire et devraient perdurer. Les dépenses de l'Administration centrale progressent plus rapidement que le PIB, ce qui entraîne un gonflement de la dette publique (voir figures 8 et 9). Même si l'augmentation du PIB se poursuit, le pourcentage de la dette publique par rapport à celui-ci progresse considérablement depuis 2007. Le principal facteur expliquant cette situation est un accroissement des transferts sociaux. Le coût de la masse salariale dans la fonction publique par rapport au PIB demeure également élevé, comme d'ailleurs celui de l'évolution globale de la masse salariale du secteur public, surtout en comparaison avec les pays voisins.

Parallèlement, la manière dont le budget de l'Administration centrale est structuré, exposera le Luxembourg à un déséquilibre plus important dans les prochaines années : 10%, voire davantage, des recettes sont exposées à des risques directs (perspectives de recettes moindres dans le secteur financier, pour la TVA sur le commerce électronique, les accises sur le carburant, etc.), alors que de nombreux coûts paraissent incompressibles (salaires, transferts de sécurité sociale).

Figure 8: Evolution du solde budgétaire de l'Administration centrale

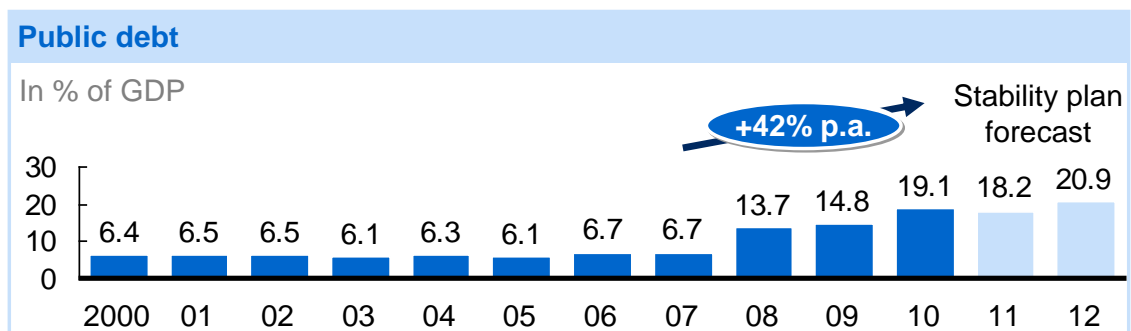


Source: Statec

Marie-Christine Mariani, chef d'entreprise et lauréate du prix 2012 de «Woman Business Manager of the Year », s'est inquiétée de l'évolution des finances publiques, mais a encouragé en même temps le Luxembourg à développer ultérieurement ses atouts, tels le cadre fiscal compétitif, la stabilité économique ou les bons services administratifs. Elle a fait appel au gouvernement d'agir comme toute autre entreprise en « bon père de famille » et de pérenniser les finances publiques. Au rythme actuel, l'entrepreneuse craint la perte de la note triple A (AAA) qui donne une crédibilité économique et politique à notre pays. Mise à part de la note attribuée au Luxembourg, c'est un véritable souci d'équité intergénérationnelle. En vivant aujourd'hui au dessus de nos moyens, non seulement les générations futures doivent payer la note et elles disposeront par ailleurs d'une marge de manœuvre moins importante pour faire leurs propres choix politiques et pour financer leurs propres priorités. En tant que cheffe d'entreprise, elle rappelle que les entrepreneurs doivent être productifs et créer des richesses pour rembourser leurs dettes. Bref, on ne pourrait pas dépenser à tort et travers et redistribuer sans compter, mais limiter les coûts, prioriser et être visionnaire.

Figure 9 : Évolution de la dette publique en pourcentage du PIB

Source : Statec



Nécessité d'un fonds souverain

A la différence d'autres pays ayant connu des périodes de performances économiques exceptionnelles et ayant mis de l'argent de côté pour les périodes moins fastes, le Luxembourg ne s'est pas constitué de réserves importantes (par exemple, *via* un fonds souverain, un fonds de pension pour la fonction publique ou un secteur spécifique avec un horizon de placement éloigné), afin de mieux maîtriser son destin futur. Les autorités publiques détiennent de nombreux actifs, dont des participations dans des entreprises privées, mais les avoirs publics ne font pas l'objet d'une gestion stratégique et ne contribuent guère à remplir les caisses de l'Etat.

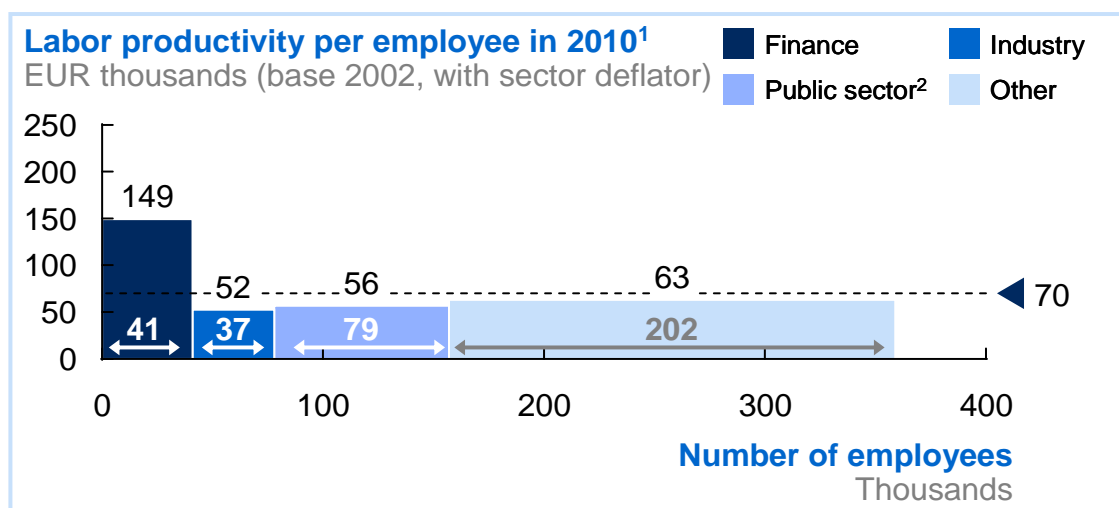
Bien que le Luxembourg fasse depuis longtemps appel aux capitaux étrangers, les transactions d'envergure impliquant des capitaux de ce type se sont multipliées ces derniers temps.

CONCENTRATION DE LA PRODUCTIVITE ELEVEE DANS LE SECTEUR FINANCIER

L'exposition du pays au secteur tertiaire (essentiellement financier) continue de s'accroître et est exacerbée par la poursuite de l'effritement de la base industrielle. La contribution totale du secteur financier atteint actuellement un tiers environ du PIB et sa contribution directe à la richesse produite s'est accrue de 6 points de pourcentage au cours des quinze dernières années. Durant la même période, la contribution au PIB du secteur industriel est, quant à elle, passée de 15% en 1995 à 7% en 2010.

Si la productivité globale demeure élevée, la progression réelle de celle-ci est limitée et déséquilibrée. Le secteur financier représente le principal moteur de la productivité en raison de sa part croissante dans la composition sectorielle. Il est ainsi légitime de supposer que la productivité totale pourra encore être améliorée. L'amélioration de la productivité pourra (et devra) être mise à profit afin de conserver notre prospérité.

Figure 10 : Productivité de la main-d'œuvre par secteur en 2010 (Valeur ajoutée par employé ; secteur public = Administration publique, éducation et soins de santé)



Source : Comptes nationaux